

# Peut-on éviter le krach alimentaire ?

Thierry Kesteloot, Oxfam Solidarité  
 Virginie Pissoort, SOS Faim  
 Stéphane Desgain, CNCD-11.11.11

**A** l'heure où le nombre de personnes souffrant de la faim est passé de 854 à 923 millions en moins d'un an, les organisations non gouvernementales rappellent qu'il ne s'agit pas de mettre la main sur le cœur en déclarant que la situation est grave mais bien de changer de politique. Elles prônent la souveraineté alimentaire et remettront ce 8 décembre pas moins de 80.000 pétitions aux présidents et présidentes des partis politiques francophones.

Dix-sept personnes meurent des suites de la malnutrition chaque minute ; surtout des enfants vivant en milieu rural. Et, comble du comble, c'est dans les pays principalement agricoles qui ont les moyens de se nourrir que la faim frappe le plus durement.

Nous voudrions voir autant d'énergie à résoudre cette tragédie qu'à « tempérer » les effets de la débâcle financière. Mais évidemment, cela nécessite des choix politiques qui remettent en cause plus fondamentalement le système économique actuel. En effet, dans tous les pays où ont éclaté les émeutes de la faim des derniers mois, on note une extrême dépendance vis-à-vis des autres pays pour leur alimentation. Ces pays étaient pour la majorité d'entre eux pourtant autosuffisants avant que les échanges agricoles internationaux ne prennent le pas sur les marchés locaux et avant le retrait forcé de l'État. Les véritables causes de la crise alimentaire se trouvent dans les choix politiques.

Ceux qui ont cédé aux discours des marchés internationaux, « *Ne cherchez plus à produire ce que les marchés ouverts peuvent vous fournir moins cher grâce à la concurrence* », s'en mordent aujourd'hui les doigts. En 2007, les coûts des importations alimentaires des pays en voie de développement ont augmenté de 33 %. Ceux qui ont poussé les États à abandonner la gestion publique des stocks alimentaires sous prétexte que cela coûte cher devraient mesurer le

nombre de morts qu'a entraînés la spéculation sur les produits comme le blé, le maïs, le riz. Les stocks alimentaires européens et mondiaux sont au plus bas depuis 25 ans, rendant les marchés extrêmement tendus et à la merci des spéculations. Ceux qui ont poussé à l'abandon d'une politique agricole forte au profit du marché ont amené le désinvestissement dans le secteur agricole, la diminution de la productivité de régions entières, la pauvreté, la faim et l'exode vers les bidonvilles alors que des acteurs financiers investissent les terres fertiles pour satisfaire les désirs des plus nantis. Qui les mettra devant leurs responsabilités ?

Cette crise alimentaire est la démonstration de l'échec cuisant d'un modèle. Et ce n'est pas la temporaire baisse des prix agricoles qui peut nous faire croire à l'accalmie. Non seulement les causes de l'instabilité des prix sont toujours présentes. Mais elles continueront de frapper à chaque fois les plus faibles, les producteurs lorsque les prix chutent et les consommateurs pauvres quand ils augmentent.

Éviter le crash alimentaire pourtant, c'est possible, mais pas avec des demi-mesures !

Les décideurs doivent agir. Il faut défendre le droit de mettre en place des politiques agricoles fortes au Nord comme au Sud. Chaque pays a le droit de se protéger des importations à bas prix et de soutenir son agriculture. Nous constatons le récent enthousiasme de certains pour la régulation financière mais les besoins de régulation sont tout autant nécessaires dans le secteur agricole.

Seuls les marchés ne peuvent dicter les politiques agricoles. Il s'agit de soutenir l'agriculture familiale durable et les organisations paysannes déterminées à assurer le développement de leur agriculture. Pour cela il faut des politiques pour leur garantir l'accès à la terre, à l'eau, aux semences, augmenter fortement et rapidement l'aide publique à l'agricul-

ture, reprendre les accords internationaux par produits tels que café, cacao, coton, qui garantissent des prix rémunérateurs et limitent leur volatilité. Il faut enfin donner la priorité aux marchés locaux et à l'intégration régionale, ce qui implique la révision des accords que l'Union européenne cherche à imposer avec les pays les plus pauvres.

## Les stocks alimentaires européens et mondiaux sont au plus bas depuis 25 ans

Il n'y aura pas demain d'agriculteurs et de paysans qui pourront nous nourrir avec des produits de qualité en préservant l'environnement si nous ne leur garantissons pas des prix rémunérateurs et stables et s'il n'existe pas des politiques agricoles fortes qui favorisent les méthodes de production qui préservent les ressources naturelles tout en luttant contre le réchauffement climatique.

Nous réclamons un projet politique, un projet de société. Parce que la faim justifie les moyens !

Retrouver les propositions des ONG et des autres associations sur [www.oxfam-sol.be](http://www.oxfam-sol.be), [www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be), [www.cncd.be](http://www.cncd.be).

## LE SOIR

### SA ROSSEL ET C<sup>e</sup>

Rue Royale, 100  
 1000 Bruxelles

Président  
 et éditeur responsable  
**Patrick Hurbain**

#### Prix de vente à l'étranger

Allemagne EUR 2,00 ; Chypre CYP 1,60 ;  
 Croatie HRK 25,00 ; Espagne EUR 1,90 ; France  
 EUR 1,90 ; Grande-Bretagne GBP 1,30 ; Grèce  
 EUR 1,90 ; Italie EUR 1,90 ; Irlande EUR 3,40 ;  
 Maroc MAD 25,00 ; Portugal EUR 1,90 ; Républ.  
 tchèque CZK 70,00 ; Suisse CHF 4,00 ; Turquie  
 YTL 5,00

N° commission paritaire  
 France 0708 U 83380

Ce journal est protégé par le droit d'auteur, tous droits réservés. © Rossel & C<sup>e</sup> S.A. - Le Soir, Bruxelles, 2008. Si vous souhaitez copier un article, une photo, une infographie, etc., en de nombreux exemplaires, les utiliser commercialement, les scanner, les stocker et/ou les diffuser électroniquement, veuillez contacter Copiepresse au 02-558.97.80 ou via [info@copiepresse.be](mailto:info@copiepresse.be). Plus d'infos : <http://www.copiepresse.be>.